



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Mission de pilotage, d'assistance et de conseil pour la  
réalisation de la déclaration fiscale d'occupation et de loyer  
des locaux affectés à l'habitation**

## Table des matières

<b>CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
<b>1 OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>2 NATURE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>3 FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>4 TITULAIRE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
4.1 SOUS-TRAITANCE .....	4
4.1.1 <i>Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché.....</i>	<i>4</i>
4.1.2 <i>Demande de sous-traitance présentée en cours de marché .....</i>	<i>5</i>
<b>5 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES.....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
6.1 DEFINITION DES PRESTATIONS .....	6
6.2 DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION .....	6
6.2.1 <i>Durée .....</i>	<i>6</i>
6.2.2 <i>Délais d'exécution.....</i>	<i>6</i>
6.2.3 <i>Prolongation du délai d'intervention.....</i>	<i>6</i>
6.3 DISPOSITIFS ENVIRONNEMENTAUX.....	6
6.3.1 <i>Déplacements.....</i>	<i>7</i>
6.3.2 <i>Documents / Données.....</i>	<i>7</i>
6.4 DISPOSITIF SOCIAL .....	7
<b>7 COLLABORATION ENTRE LES PARTIES .....</b>	<b>12</b>
7.1 INFORMATION ET MOYENS D'EXECUTION .....	12
7.2 INTERVENANTS.....	13
7.3 OBLIGATION DE DISCRETION ET SECRET PROFESSIONNEL .....	14
7.4 OBLIGATION DE RESULTAT .....	14
<b>8 RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....</b>	<b>14</b>
8.1 GENERALITES .....	14
8.2 RESPONSABILITE RELATIVE A LA CONDUITE DES PRESTATIONS .....	15
8.3 MISE EN REGIE .....	15
<b>CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>15</b>
<b>9 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
9.1 FORME DES PRIX.....	15
9.2. POURSUITE DU MARCHÉ EN CAS DE DEPASSEMENT DU MONTANT INITIAL .....	15
9.3. REVISIONS DES PRIX .....	15
9.4. DEMANDE DE REVISION.....	16
9.5 TAXE A LA VALEUR AJOUTEE .....	17



9.6 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	17
<b>10 REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE .....</b>	<b>18</b>
10.1 AVANCE .....	18
10.2 LES ACOMPTES .....	19
10.3. PAIEMENT.....	19
10.3 INTERETS MORATOIRES.....	21
<b>11 MONNAIE DE COMPTE DU MARCHE .....</b>	<b>21</b>
<b>12 VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT .....</b>	<b>21</b>
<b>13 PENALITES .....</b>	<b>22</b>
13.1. GENERALITES .....	22
13.2. PENALITES POUR RETARD .....	22
13.3. PENALITES RELATIVES AU SUIVI DU PROJET PAR LE TITULAIRE .....	22
13.4. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE .....	22
13.5 PENALITES RELATIVES AU RGPD .....	22
13.6 NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE .....	23
13.7 PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL .....	23
<b>CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE .....</b>	<b>23</b>
<b>14 RESILIATION .....</b>	<b>23</b>
A. RESILIATION POUR FAUTE .....	23
B. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	24
<b>15 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>24</b>
<b>16 ACHEVEMENT DE LA MISSION.....</b>	<b>24</b>
<b>17 REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>24</b>
<b>18 ASSURANCE .....</b>	<b>24</b>
<b>19 MODIFICATIONS DU MARCHE.....</b>	<b>25</b>
<b>CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>25</b>
<b>20 DISPOSITIONS PARTICULIERES .....</b>	<b>25</b>
20.1. NON VALIDITE PARTIELLE .....	25
20.2. REFERENCE .....	25
20.3. ANNEXES AU MARCHE .....	25
20.4. LANGUE .....	26
20.5. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE .....	26
<b>21 RGPD.....</b>	<b>26</b>
<b>22 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>27</b>



## **CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

### **1 OBJET DU MARCHE**

L'objet du présent marché est une mission de pilotage, d'assistance et de conseil pour la réalisation de la déclaration fiscale d'occupation et de loyer des locaux affectés à l'habitation

#### **Allotissement :**

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le marché projeté ne sera pas alloté car la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

En effet, les 4 phases identifiées étant interdépendantes et chronologiques, un allotissement aurait par ailleurs pour effet de rendre l'exécution technique des prestations plus complexe.

### **2 NATURE DU MARCHE**

La nature du marché public projeté est la suivante : **un marché de service au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.**

Le marché public projeté est un marché de services au sens de l'article L. 111-4 du Code de la commande publique. Ce marché est soumis, sauf dérogation, au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document.

### **3 FORME DU MARCHE**

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

### **4 TITULAIRE DU MARCHE**

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "l'entrepreneur" sont précisées à l'article II de l'Acte d'Engagement.

#### **4.1 Sous-traitance**

Conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

**Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.**

##### **4.1.1 Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché**

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum les éléments suivants :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;



- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics ;
- Les divers certificats fiscaux et sociaux ;
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### 4.1.2 Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

## **5 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

### Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et son annexe RGD ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- Le Mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

### Pièces générales

- Le Code de la commande publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document ;
- Les CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) et d'une façon générale les règles et recommandations professionnelles ;
- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

**Ces documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché. Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification.**

**En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.**



Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

- Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties ;
- Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché ;
- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 6.1 Définition des prestations

La description des prestations est indiquée dans le C.C.T.P.

#### 6.2 Durée du marché et délais d'exécution

##### 6.2.1 Durée

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an. Il pourra être renouvelé 3 fois, annuellement par tacite reconduction pour 12 mois sans que sa durée totale n'excède 4 ans à compter de sa date de notification.

En cas de non-reconduction du marché, la décision du maître d'ouvrage devra être notifié au titulaire par courrier deux mois avant l'échéance du marché.

##### 6.2.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations sont indiqués dans le C.C.T.P .

##### 6.2.3 Prolongation du délai d'intervention

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt le représentant du pouvoir adjudicateur afin de prendre les mesures pour remédier à cette situation temporaire d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

#### 6.3 Dispositifs environnementaux



### 6.3.1 Déplacements

Pour se déplacer, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus.

### 6.3.2 Documents / Données

Il est demandé au titulaire d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.

Il est également demandé au titulaire d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages).

Enfin, le titulaire est invité, de manière générale, à adopter des pratiques écologiques : compresser les documents avant envoi, éteindre les caméras lors des visioconférences quand cela n'est pas nécessaire, etc.

## 6.4 Dispositif social

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'EPF Ile de France a décidé de faire application des dispositions des articles L 2112-2 à 4 du code de la commande publique en imposant des heures d'insertion en incluant, dans celui-ci, une clause sociale obligatoire. Pour l'exécution de ce marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### ○ **Objet de l'insertion :**

Le titulaire s'engage à réserver, dans l'exécution du marché, un minimum annuel de 152 heures à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, soit 608 heures sur la durée du marché.



- **Les publics visés sont les suivants :**
- **1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**
  - a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
  - b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
    - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
    - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
  - c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
  - d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
  - e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
  - f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- **2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :**
  - a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
  - b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
  - c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
  - d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
  - e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
    - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
    - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
  - f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;





- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

#### **L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion :**

L'attributaire s'engage au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1<sup>ère</sup> possibilité : la mise à disposition de personnel par une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise de travail temporaire (ETT) (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail), une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou un groupement d'employeurs pour l'insertion ou la qualification (GEIQ)
- 2<sup>ème</sup> possibilité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)
- 3<sup>ème</sup> possibilité : l'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).

Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans

Les personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire et reconnues éligibles à la clause d'insertion, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion, pendant la durée restante à courir du marché.

- Autre possibilité : Le dispositif « plateforme pour l'emploi pérenne »

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un responsable interne désigné sera chargé du suivi des actions d'insertion et œuvrera au sein de l'entreprise à la bonne réalisation des parcours d'insertion. Ce référent de la direction sera l'interlocuteur



du facilitateur en matière d'insertion. Il suivra l'ensemble de l'action, de la mise en place avec les partenaires du territoire à l'évaluation.

Il transmettra les informations nécessaires au suivi de l'action et à l'évaluation des actions, de façon mensuelle.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec **le facilitateur**.

○ **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales :**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le facilitateur.

Suite à l'attribution du marché et préalablement à sa signature et la notification par la personne responsable du marché, il sera organisé une réunion entre le prestataire le facilitateur, afin de préciser les modalités d'exécution et de remplir l'annexe prévue à l'acte d'engagement.

Le facilitateur se tient à la disposition des entreprises pour les informer et les aider dans la mise en œuvre de la clause d'insertion.

**Contact : M. Ezéchiél YONI**

**Facilitateur d'INITIATIVES77**

**Courriel : e.yoni@initiatives77.org**

**Téléphone : 07 44 93 35 42**

Pour ce faire, l'entreprise s'appuie sur le facilitateur d'INITIATIVES77, M. Ezéchiél YONI, afin de valider l'éligibilité du public et la réalisation des heures d'insertion.

**En outre, le facilitateur a pour missions :**

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- d'identifier et de positionner, en lien avec les structures prescriptrices, le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics en emploi ;
- d'informer et d'orienter le cas échéant sur l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.



### **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par « le facilitateur ».

➤ *Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements directs :*

Le titulaire devra transmettre au « facilitateur » pour chaque personne recrutée, une copie du contrat de travail, dès l'embauche et la copie des fiches de paies.

➤ *Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements indirects :*

Le titulaire devra transmettre au « facilitateur », pour chaque personne recrutée, une attestation de la structure d'insertion employant cette personne et faisant apparaître le nombre d'heures effectuées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au titre du présent marché. En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour respecter son engagement. Dans ce cas, « le facilitateur », étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

s ce cas, « le facilitateur », étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

aisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge. A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

es documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge. A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

○ **Suivi du dispositif et bilan :**

Le titulaire du marché remettra mensuellement à l'Autorité de la concurrence et au facilitateur ci-dessus désigné les justificatifs (contrats, relevés d'heures, attestation) liés à la clause sociale d'insertion.



Dans un souci de pérennisation de l'emploi :

Si le titulaire choisit de faire réaliser un certain nombre d'heures à travers le recours à la sous-traitance, il devra remettre au donneur d'ordre et au facilitateur le projet d'insertion réajusté et la ventilation des heures choisie. A défaut de présentation du projet réajusté, le donneur d'ordre se réserve le droit de ne pas valider les heures réalisées dans ce cadre.

En tout état de cause, le titulaire doit informer, le plus rapidement possible, le donneur d'ordre par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

A l'échéance du marché, le titulaire devra fournir au donneur d'ordre le tableau récapitulatif des heures d'insertion réalisées attesté par le facilitateur.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur qui suit la clause, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales mentionné au présent article :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des donneurs d'ordre concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise en poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

## **7 COLLABORATION ENTRE LES PARTIES**

### **7.1 Information et moyens d'exécution**

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.



Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.

## **7.2 Intervenants**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée du marché, les collaborateurs nommément identifiées. Les intervenants affectés par le titulaire à la réalisation du présent marché sont ceux qui ont été présentés et identifiés par le titulaire dans sa proposition (avec curriculum vitae). Le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, conformément à son mémoire technique, la composition de l'équipe dédiée – sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences affichées - en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs.

Le prestataire met en place, une équipe dédiée, stable, compétente, expérimentée et qualifiée, placée sous la responsabilité du directeur de projet, et conforme à son offre, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

En fonction de l'évolution des prestations, le titulaire devra adapter les moyens en ressources humaines dédiés au marché.

La réussite de cette mission exige de la réactivité face aux différentes saisines, leur volume et le suivi des calendriers d'exécution contraints.

Si cette ou ces personne(s) n'est / ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

→ en informer sans délai par courriel l'acheteur avant le départ effectif du collaborateur remplacé et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

→ proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

A cet effet, il présente le détail des attributions et rôles respectifs de chaque collaborateur remplacé, la nouvelle composition de l'équipe dédiée et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours calendaires courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI (résiliation pour faute du titulaire).

Outre la demande formulée par le titulaire, les modifications de l'équipe dédiée peuvent être réalisées à la demande expresse de l'EPFIF en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant.



Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, par courriel, quinze (15) jours calendaires minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- Précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe ;
- Joignant les curriculums vitae de chacun des intervenants concernés.

L'EPFIF peut récuser ou accepter la nouvelle composition de l'/des équipe(s).

### **7.3 Obligation de discrétion et secret professionnel**

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire du présent marché s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune des parties, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché et de son exécution.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

Tous les documents et informations qui sont confiés ou diffusés au prestataire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution de la consultation sont confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à d'autres personnes sans autorisation préalable de l'EPFIF. Pendant son séjour dans les locaux de l'EPFIF, le titulaire sera assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement.

Par ailleurs, le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans accord préalable.

### **7.4 Obligation de résultat**

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à la parfaite exécution de son marché.

## **8 RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

### **8.1 Généralités**

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui, de ce fait, pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts



commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

## **8.2 Responsabilité relative à la conduite des prestations**

Pour rappel, le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. A ce titre, les personnes physiques chargées de l'exécution de la mission doivent être désignées. Il est précisé que le choix du titulaire ayant été notamment fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Tout remplacement des personnes physiques est soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, les nouvelles personnes physiques devront au minimum avoir des qualifications et expériences professionnelles équivalentes aux personnes physiques désignées dans l'offre.

La passation des consignes entre l'ancien coordonnateur et le nouveau est à la charge du titulaire.

## **8.3 Mise en régie**

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

# **CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES**

## **9 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS**

### **9.1 Forme des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et les dépenses de l'entreprise indiquées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Les prix s'entendent :

- Forfaitaires ;
- Révisibles chaque année (12 mois après la notification du marché) ;
- Réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les prix sont exprimés hors TVA. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également.

Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet du marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, l'assurance des personnes, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par l'EPFIF, etc.

### **9.2. Poursuite du marché en cas de dépassement du montant initial**

Conformément aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre une décision de poursuivre en cas de dépassement du montant initial du marché.

### **9.3. Révisions des prix**



Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois  $m_o$  fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix indiqués seront révisables à l'échéance de la 1<sup>ère</sup> période de 12 mois, décomptée à partir de la date de notification du marché.

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice ingénierie ING – Base 2010.

Les prix seront révisables à la date anniversaire de la notification du marché, établissant ainsi de nouveaux prix fermes.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$C = 0,125 + 0,875 * I_m/I_o$$

Dans laquelle :

$I_o$  : indice ingénierie du mois  $m_o$  (dernier indice publié au mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement soit le mois mars 2025) ;

$I_m$  : indice ingénierie du mois  $m$  (dernier indice publié/disponible au mois de février de l'année de reconduction, correspondant au mois à compter duquel s'applique le prix nouveau).

#### **9.4. Demande de révision**

La demande de révision doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité. Cette demande de révision peut être présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

La demande de révision doit parvenir au plus tard dans les six (6) mois suivants la date d'anniversaire du marché. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision.

A ce titre, aucune demande de révision des prix ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

La demande de révision est instruite par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois à compter de sa transmission. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix.

Dans cette hypothèse, les prix sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Après les opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur doit accepter la demande de révision dès lors que le titulaire du marché a procédé à une application fidèle de la formule de révision. La décision d'acceptation valant révision des prix est notifiée au titulaire par courrier ou autre sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.





## 9.5 Taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

## 9.6 Paiement des sous-traitants

### ➤ Désignation des sous-traitants

Les dispositions du Code de la commande publique s'appliquent.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Lors de la remise de l'offre, les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par la personne responsable du Marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-PI. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG PI, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande, dans **les huit jours**. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation huit jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de **1 /3 000** du montant HT du marché.

### Modalités de paiement direct

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra comporter au minimum les mentions suivantes :

- Le nom du titulaire et du sous-traitant ;
- Les références de l'acte spécial : n°, montant TTC, taux de TVA, prestations sous-traitées, mois des prestations sous-traitées ;
- La numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant HT, le montant et le taux de la TVA ainsi que le montant TTC à régler directement (montant en euros) ;
- L'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;
- Le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette



somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la TVA.

## **10 REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE**

### **10.1 Avance**

C'est l'option B du CCAG-PI qui s'applique.

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il devra stipuler sa renonciation sur l'acte d'engagement ou en informer le pouvoir adjudicateur par courrier au plus tard à la date de notification du marché.

Pour rappel, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

*Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le code de la commande publique.*

#### **➤ Conditions de versement de l'avance**

Une avance pourra être accordée au titulaire à la condition que :

- La durée d'exécution soit supérieure à deux mois ;
- Le montant du marché soit supérieur à 50 000 € HT.

L'avance est fixée à 5% du montant initial TTC. Elle sera versée au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché et/ou du bon de commande conformément aux dispositions des articles 1 et 2-III du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 *relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique*.

Cette avance sera calculée et remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Pour rappel, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

*Nota : Pour chaque prestation, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-17 et suivants du Code de la commande publique.*

#### **➤ Modalités de remboursement**

### **En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :**

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations



exécutées atteint **65%** du montant total TTC du marché pour la période concernée ou du /bon de commande.

#### **En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :**

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être remboursé par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1<sup>er</sup> remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC du marché pour la période concernée ou du /bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire ;
- Le 2<sup>nd</sup> remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du marché pour la période concernée ou du /bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

### **10.2 Les acomptes**

Après achèvement de chaque mission, les sommes dues en exécution de la partie à prix forfaitaire pourront faire l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait et jugé conforme.

Les factures seront libellées en euros. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne publique. Cette dernière pourra rectifier la facture en fonctions des avances, pénalités et autres.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

### **10.3. Paiement**

#### **Demande de paiement**

La demande de paiement prend la forme de la présentation d'une facture électronique.

Cette facture électronique doit, sous peine de rejet, être conforme à la norme de facturation électronique mentionnée à l'article D. 2192-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, n° Siret et adresse du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement, le numéro de de marché ;
- Le code Service ou Direction présent sur le marché ;
- La / les prestation(s) effectuée(s) ;



- Le montant hors TVA de la prestation exécutée, conformément à l'acte d'engagement et à la DPGF ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total de la prestation exécutée ;
- La date.

Conformément à la loi du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ».

Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code service **MO** ainsi que le numéro de bon de commande ou d'engagement.

Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées. Dans ce dernier cas, le montant rectifié sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

L'acte d'engagement ou un document annexe indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En cas de groupement d'entreprises et/ou de sous-traitance déclarée, pour paiement de toute facture ou demande de versement d'avance, **une répartition financière détaillée devra être fournie.**

Cette dernière devra être transmise avant la 1ère demande de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

**Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement**, qui est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du cotraitant concerné.

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

Modalités de règlement



Les sommes dues, diminuées le cas échéant des acomptes versés, feront l'objet d'un paiement au terme de l'exécution des missions attendues sur présentation, par le titulaire, des factures afférentes, après service fait et jugé conforme, sur la base du prix figurant à l'acte d'engagement et détaillé dans la Décomposition Globale et Forfaitaire.

### **10.3 Intérêts moratoires**

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, « *le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage* ».

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

## **11 MONNAIE DE COMPTE DU MARCHE**

L'euro est la monnaie de compte du présent marché.

## **12 VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT**

En application de l'article 29 du CCAG-PI, la décision par le pouvoir adjudicateur de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de la remise des documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G-P.I. (acceptation tacite).

En cas de refus de l'élément de mission transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage le met en demeure de reprendre et de transmettre cet élément de mission rectifié dans un délai qu'il fixe dans sa lettre de mise en demeure.

Si, au terme de ce délai, le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le maître d'ouvrage procède à une nouvelle mise en demeure de production de l'élément demandé dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de cette mise en demeure. A défaut, il sera procédé à la résiliation pour faute du marché.



En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **13 PENALITES**

### **13.1. Généralités**

Les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées au premier euro. Les montants des pénalités sont exprimés en euro HT.

Les pénalités peuvent se cumuler.

Le montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché ne peut excéder 20% du montant total du marché HT.

### **13.2. Pénalités pour retard**

Pour l'application des pénalités relatives aux délais, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements par le maître de l'ouvrage, sans mise en demeure préalable.

Il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article 14 du CCAG-PI.

En cas défaillance du prestataire (dépôt hors délais, omission de lignes), une pénalité de 150 € par local pourra être appliquée.

### **13.3. Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire**

En cas d'absence aux réunions ou à défaut d'organisation de réunion, l'EPFIF pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros HT par manquement et sans mise en demeure préalable, sera appliquée.

### **13.4. Pénalités pour travail dissimulé**

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

### **13.5 Pénalités relatives au RGPD**

En cas de non-respect des obligations relatives au RGPD, le titulaire encourt une pénalité égale à 2 % du montant du marché par manquement.



### 13.6 Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

Le titulaire encourt une pénalité de **50 euros** par jour ouvré de retard à compter de la demande restée sans effet par le maître d'ouvrage pour non-présentation du projet d'insertion, ceci est également valable en cas de sous-traitance. L'absence ou le refus de transmission des renseignements de nature à permettre le contrôle de l'exécution de l'action entraînera l'application d'une pénalité de **75 euros** par jour ouvré de retard. En cas de non-réalisation des heures d'insertion imputable à l'attributaire du marché, le titulaire subit une pénalité équivalente à 3 fois le SMIC horaire par heure d'insertion non réalisée. En cas de non remise du tableau récapitulatif selon les modalités définies ci-dessus le titulaire encourt une pénalité de **50 euros** par jour ouvré.

### 13.7 Pénalités pour non-respect de l'engagement environnemental

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG PI, en cas de manquement aux obligations prévues au CCTP concernant les dispositifs environnementaux, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros hors taxes par manquement.

## CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE

### 14 RESILIATION

#### a. Résiliation pour faute

En complément des dispositions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-PI, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquement répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés ;
- Non respect de la confidentialité.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

***Nota : la listé énumérée ci-dessous n'est point limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.***



#### **b. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Conformément à l'article L. 2195-3 du Code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

#### **15 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions.

#### **16 ACHEVEMENT DE LA MISSION**

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

#### **17 REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable.

Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

#### **18 ASSURANCE**

Il est prévu dans le délai indiqué dans le courrier d'attribution et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, en cours d'exécution du marché, il pourra être demandé au titulaire de fournir l'attestation d'assurance dans les 15 jours.





## **19 MODIFICATIONS DU MARCHE**

En application des articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figurait pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;
- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

## **CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES**

### **20 DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **20.1. Non validité partielle**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

#### **20.2. Référence**

Si le titulaire veut user de la référence de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

#### **20.3. Annexes au marché**

Les annexes au marché en font partie intégrante.



#### 20.4. Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

#### 20.5. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au titre des accords-cadres et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de ces derniers.

Ces droits sont créés au fur et à mesure de la réception des prestations.

### 21 RGPD

Par application de l'article 5.2 du CCAG PI, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires des marchés dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet des accords-cadres ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents accords-cadres ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène DE BRETAGNE, laquelle est joignable par mail ([dpd@epfif.fr](mailto:dpd@epfif.fr)) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;



- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences «du règlement européen sur la protection des données». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.
- A l'échéance du marché, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

**Cf. annexe RGDP dédiée à l'Acte d'Engagement**

## **22 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Toutes les dispositions du CCAG-PI s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	CCAP	CCAG-PI
Ordre des pièces contractuelles	Article 5	Article 4.1
Pénalités	Article 13.1	Article 14
Pénalités pour retard	Article 13.2	Article 14.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	Article 14.b	Article 40

